

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**SUBVENTIONS ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS (PAM, TST, IMAGINE R) ET CONNAISSANCES DES
MOBILITÉS**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
Annexe 1_Fiches projet.pdf	10
Annexe 2 : Avenant n°1 à la convention de recherche sur les trajets effectués sur la ligne de métro 9	24
Annexe 3 : Contrat d'adhésion au service d'accès expert aux données du système d'information des données de validation	31
Annexe 4 : Avenant à la convention Tarification Solidarité Transports (TST)	42
Annexe 5 : Avenant à la convention Imagine R (IR)	48

EXPOSÉ DES MOTIFS

La Région poursuit la mise en œuvre de l'Acte 2 de la révolution des transports. Ce rapport vous propose ainsi d'adopter les opérations suivantes.

1. Attribution de subventions dans le cadre du dispositif PAM non-régionalisé

Dans le cadre du transport en faveur des personnes à mobilité réduite, la région Île-de-France soutient le développement des services de transports spécialisés à la demande. Ces interventions relèvent de la politique régionale de « services de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif PAM », adoptée par délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010, et vous sont présentées dans les fiches projet annexées à la présente délibération.

Il est proposé d'attribuer un montant de 3 410 000 € d'autorisations d'engagement correspondant à une deuxième affectation annuelle du financement régional à ce dispositif au titre des dépenses constatées, réparties sur les départements de la Seine-et-Marne, des Yvelines, des Hauts-de-Seine, de Seine-Saint-Denis et du Val d'Oise. Les services PAM de ces départements seront régionalisés entre janvier 2024 et septembre 2025.

Dans le cas du département des Hauts-de-Seine, cette affectation prévoit un montant complémentaire de 60 000 €, permettant de couvrir les appels de fonds correspondants à une précédente subvention, couvrant les courses réalisées au cours de l'année 2022, tombée en caducité.

Ces affectations s'ajustent à la réalité des dépenses engagées par les départements susmentionnés dans la limite des plafonds conventionnels fixés mais jamais atteints.

2. Attribution de subventions dans le cadre du dispositif PAM régionalisé

Dans le cadre du transport en faveur des personnes à mobilité réduite, la région Île-de-France soutient le développement des services de transports spécialisés à la demande. Ces interventions relèvent du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite – PAM régionalisé » adopté par délibération n° CP 2023-063 du 29 mars 2023 et vous sont présentées dans les fiches projet annexées à la délibération.

Il est proposé d'attribuer un montant de 2 200 000 € d'autorisations d'engagement, correspondant à la deuxième affectation annuelle du financement régional à ce dispositif, au titre des dépenses qui seront constatées au 31 décembre 2023 par Île-de-France Mobilités sur les départements du Val-de-Marne, de l'Essonne et de la Ville de Paris.

3. Avenant à la convention de recherche sur les trajets effectués sur la ligne de métro 9

La région Île-de-France, Île-de-France Mobilités, la RATP et l'Université Gustave Eiffel ont conclu une convention de recherche afin de traiter et analyser les données de téléphonie mobile dans les stations de métro et de les comparer aux données de validations et de pesée.

La région Île-de-France du fait de son fort intérêt pour le projet souhaite faire évoluer son rôle au sein de l'équipe-projet et ainsi traiter, analyser et comparer les données adressées par l'opérateur aux données produites par la RATP. L'utilisation des données sera réalisée dans le respect de la réglementation et des procédures de la CNIL. La RATP doit donc accorder à la Région un accès aux données de validation (billettique) en entrée des stations de la ligne de métro 9, ainsi qu'aux données de pesée. Tel est l'objet de l'avenant qu'il vous est proposé d'approuver.

4. Accès aux données du SIDV d'IDFM

Île-de-France Mobilités collecte auprès de l'ensemble des exploitants de transports en commun d'Île-de-France les données de validation des titres sur support télébillettique. Ces données sont consolidées en différents jeux de données, alimentés quotidiennement, et auxquels les services régionaux n'ont pas accès tant que la Région n'a pas adhéré au système d'information des données de validation (SIDV). Elles permettraient pourtant de mieux évaluer certaines politiques publiques régionales, notamment le lissage des heures de pointe. L'utilisation des données sera réalisée dans le respect de la réglementation et des procédures de la CNIL. Le présent rapport vous propose donc d'autoriser la Présidente à signer le contrat d'adhésion au service d'accès expert aux données du SIDV.

5. Avenants aux conventions Tarification Solidarité Transport et Imagine R pour 2024

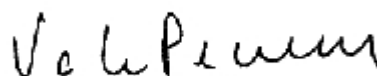
Ces conventions fixent le cadre dans lequel la Région participe au financement des déplacements des jeunes franciliens étudiants (« Imagine R étudiant ») et des personnes les plus modestes (« Tarification Solidarité Transport »).

Sur le fondement de ces avenants, ce rapport vous propose ainsi de contribuer pour 2024 :

- au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France pour un montant de 72 440 000 € ;
- au financement des déplacements des jeunes franciliens étudiants pour un montant de 23 900 000 €.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 17 NOVEMBRE 2023

SUBVENTIONS ÎLE-DE-FRANCE MOBILITÉS (PAM, TST, IMAGINE R) ET CONNAISSANCES DES MOBILITÉS

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L.114-2 du code de l'action sociale et des familles ;

VU le code des transports et notamment ses articles L.1241-1 à L.1241-20, L.3111-14 à L.3111-16-12 et R.1241-1 à R. 1241-66 ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) ;

VU l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France et notamment son article 1er ;

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France ;

VU le décret n° 2020-1007 du 6 août 2020 relatif à Île-de-France Mobilités ;

VU la délibération n° CR 78-10 du 18 novembre 2010 relative à la participation de la région Île-de-France au financement du réseau PAM Île-de-France Service de transport spécialisé pour les personnes handicapées - Evolution du dispositif ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » modifiée ;

VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 du conseil régional d'Île-de-France relative à la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, Imagine R) ;

VU la délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018, relative aux conventions de financement PAM 78 et PAM 92 ;

VU la délibération n° CP 2019-067 du 19 mars 2019 relative au transport de personnes en situation de handicap (PAM) : première affectation pour 2019 et renouvellement de convention de financement PAM 93 ;

VU la délibération n° CP 2020-227 du 27 mai 2020 relative à la convention PAM 77 pour 2020-2025 – cotisations aux organismes de transport – reversements dans le cadre de l'eurovélo route 3 ;

VU la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 du conseil régional d'Île-de-France relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités et management de la mobilité ;

VU la délibération n° CP 2020-384 du 18 novembre 2020 relative aux avenants n°1 des conventions de financement PAM 78 et PAM 92 ;

VU la délibération n° CP 2021-001 du 21 janvier 2021 relative aux avenants n°1 des conventions de financement PAM 77 ;

VU la délibération d'Île-de-France Mobilités n°20210211-037 du 11 février 2021 portant sur l'amélioration du PAM francilien ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération d'Île-de-France Mobilités n°20210914-215 du 14 septembre 2021 portant sur la nouvelle tarification du service PAM, dans le cadre du bouclier tarifaire ;

VU la délibération n° CP 2021-326 du 22 septembre 2021 relative aux conventions de financement de collecte et de stockage de données de mobilité ;

VU la délibération d'Île-de-France Mobilités n°20211011-249 du 11 octobre 2021 relative au nouveau règlement régional PAM ;

VU la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R ;

VU la délibération n° CP 2022-352 du 10 novembre 2022 relative au fonctionnement du PAM et à la connaissance de la mobilité, adoptant la convention de recherche pour l'exploitation des données mobiles sur la ligne 9 du métro ;

VU la délibération n° CP 2022-369 du 10 novembre 2022 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023 ;

VU la délibération d'Île-de-France Mobilités n°20221207-235 du 7 décembre 2022 relative au financement du PAM dans le cadre de la régionalisation du service ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-063 du 29 mars 2023 relative au financement du PAM et au management de la mobilité adoptant la convention de financement du PAM dans le cadre de la régionalisation du service ;

VU la délibération n° CP 2023-165 du 5 juillet 2023 relative aux contributions à IDFM et à la maîtrise de la mobilité approuvant le renouvellement de la convention tripartite PAM 95 ;

VU le budget de la région Île-de-France pour l'année 2023 ;

VU l'avis de la commission des transports et des mobilités ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2023-317 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite », au financement des projets détaillés en annexe n°1 (« fiches projets ») à la présente délibération, par l'attribution de subventions pour les cinq départements concernés d'un montant maximum prévisionnel de 3 410 000 €.

Décide de participer au titre du dispositif « Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite - PAM régionalisé », au financement des projets détaillés en annexe n°1 (« fiches projets » n° 23007818) à la présente délibération, au financement du service PAM régionalisé pour un montant maximum prévisionnel de 2 200 000 €.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 5 610 000 € disponible sur le chapitre 938 « Transports » code fonctionnel 828 « autres transports », programme HP 828-017 « transports spécialisés en faveur des personnes handicapées », action 18201702 « transports spécialisés en faveur des personnes handicapées » du budget 2023.

Article 3 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention de recherche sur les trajets effectués sur la ligne de métro 9 joint en annexe n°2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 4 :

Approuve le contrat d'adhésion au service d'accès expert aux données du SIDV (système d'information des données de validation) joint en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 5 :

Décide de participer au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France en 2024 pour un montant de 72 440 000 €.

Article 6 :

Approuve l'avenant n°4 à la convention ci-joint en annexe n°4 à conclure avec Île-de-France Mobilités, fixant les modalités de versement de la subvention visée à l'article 5 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 7 :

Décide de participer au financement des déplacements des étudiants en Île-de-France en 2024 pour un montant de 23 900 000 €.

Article 8 :

Approuve l'avenant n°4 à la convention ci-joint en annexe n°5 à conclure avec Île-de-France Mobilités, fixant les modalités de versement de la subvention visée à l'article 7 et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 9 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets jointes en annexe à la délibération, par dérogation prévue à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1_Fiches projet.pdf

**DOSSIER N° 23007793 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
POUR LE DEPARTEMENT DU VAL D'OISE**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 938-828-65733-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	900 000,00 € TTC	33,33 %	300 000,00 €
	Montant total de la subvention		300 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DU VAL D'OISE

Adresse administrative : 2 AV DU PARC
95032 CERGY

Statut Juridique : Département

Représentant : Madame Marie-Christine CAVECCHI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :

Le service PAM 95 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 et la délibération n° CP 2023-165 du 5 juillet 2023 entre le Département du Val d'Oise, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant du service PAM 95 est pris en charge à 33,33% par Île-de-France Mobilités, à 33,33% par le Département du Val d'Oise et à 33,33% par la Région.

Les besoins de financement du PAM 95 sur cette deuxième affectation s'élèvent à 900 000 €, ce qui revient à une subvention de 300 000 € de la part de la Région.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM pour le Val d'Oise	900 000,00	100,00%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	300 000,00	33,33%
Subvention IDFM (sollicitée)	300 000,00	33,33%
CD95 (fonds propres)	300 000,00	33,33%
Total	900 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007801 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
POUR LE DEPARTEMENT DES YVELINES**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 938-828-65733-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	2 250 000,00 € TTC	33,33 %	750 000,00 €
	Montant total de la subvention		750 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :

Le service PAM 78 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant les départements des Yvelines, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités. Le service PAM 78 sera régionalisé le 11 juillet 2024.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année, en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant du service PAM 78 est pris en charge à 33,33% par Île-de-France Mobilités, à 33,33% par le Département de Seine-Saint-Denis et à 33,33% par la Région.

Les besoins de financement du PAM 78 sur cette deuxième affectation sont estimés à 2 250 000 €, cela correspond à une participation de la région à la hauteur de 750 000 €.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM pour les Yvelinnes	2 250 000,00	100,00%
Total	2 250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	750 000,00	33,33%
Subvention IDFM (sollicitée)	750 000,00	33,33%
CD78 (fonds propres)	750 000,00	33,33%
Total	2 250 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007802 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
POUR LE DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 938-828-65733-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 080 000,00 € TTC	33,33 %	360 000,00 €
	Montant total de la subvention		360 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES HAUTS-DE-SEINE

Adresse administrative : 57 RUE DES LONGUES RAIES
92000 NANTERRE

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Georges SIFFREDI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile. Exceptionnellement, afin de faire face à un besoin complémentaire de 60 000€, récemment communiqué par le Département, en lien avec la caducité d'une précédente subvention concernant 2022, il est nécessaire de prendre en compte l'année 2022.

Description :

Le service PAM 92 est régi par la convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2018-075 du 16 mars 2018 liant les départements des Hauts-de-Seine, la région Île-de-France et Île-de-France Mobilités. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées en 2023. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Cette affectation prévoit un montant complémentaire de 60 000 €, permettant de couvrir les derniers appels de fonds relatifs aux courses réalisées au cours de l'année 2022. Les précédentes affectations ne permettaient pas de les couvrir en conséquence de la caducité d'un dossier de subvention en 2021.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant du service PAM 92 est pris en charge à 33,33% par Île-de-France Mobilités, à 33,33% par le Département des Hauts-de-Seine et à 33,33% par la Région.

Les besoins de financement du PAM 92 sur cette deuxième affectation sont estimés à 900 000 €, ce qui revient à une subvention de 300 000 € de la part de la Région pour les courses réalisées en 2023.

Un montant de 60 000 € s'ajoute à cette subvention, afin de couvrir les derniers appels de fonds correspondants aux courses réalisées en 2022.

Le montant de la subvention s'établit donc à 360 000 €.

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM pour les Hauts-de-Seine	1 080 000,00	100,00%
Total	1 080 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	360 000,00	33,33%
Subvention Île-de-France Mobilités (sollicitée)	360 000,00	33,33%
CD92 (fonds propres)	360 000,00	33,33%
Total	1 080 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007803 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
POUR LE DEPARTEMENT DE LA SEINE ET MARNE**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 938-828-65733-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	4 500 000,00 € TTC	33,33 %	1 500 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : RUE DES SAINTS PERES
77010 MELUN
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :

Le service PAM 77 est régi par la Convention PAM II approuvée par délibération n° CP 2020-227 du 27 mai 2020 entre le département de Seine-et-Marne, Île-de-France Mobilités et la Région. Ce dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas avoir recours aux transports en commun. Le service PAM 77 sera régionalisé à compter du 16 février 2024.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant du service PAM 77 est pris en charge à 33,33% par Île-de-France Mobilités, à 33,33% par le Département de Seine-et-Marne et à 33,33% par la Région. Les besoins de financement du PAM 77 sur cette deuxième affectation sont estimés à 4 500 000 €, la participation de la région est donc de 1 500 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM pour la Seine-et-Marne	4 500 000,00	100,00%
Total	4 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	1 500 000,00	33,33%
Subvention IDFM (sollicitée)	1 500 000,00	33,33%
CD77 (fonds propres)	1 500 000,00	33,33%
Total	4 500 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007819 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
POUR LE DEPARTEMENT DE LA SEINE SAINT DENIS**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite (n° 00000428)

Délibération Cadre : CR78-10 du 18/11/2010

Imputation budgétaire : 938-828-65733-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 500 000,00 € TTC	33,33 %	500 000,00 €
	Montant total de la subvention		500 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DE SEINE SAINT DENIS

Adresse administrative : 203/213 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93006 BOBIGNY

Statut Juridique : Département

Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :

Le service PAM 93 est régi par la nouvelle convention PAM II approuvée par délibération CP 2019-067 du 19 mars 2019 entre le département de la Seine-Saint-Denis, Île-de-France Mobilités et la Région. Le dispositif vise à assurer les déplacements des personnes en situation de handicap qui ne peuvent pas utiliser les transports en commun. Le service PAM 93 sera régionalisé à compter du 25 novembre 2024.

Comme indiqué précédemment, les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement en fonction des prévisions transmises par le Département, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant du service PAM 93 est pris en charge à 33,33% par Île-de-France Mobilités, à 33,33% par le Département de Seine-Saint-Denis et à 33,33% par la Région.

Les besoins de financement du PAM 93 sur cette deuxième affectation sont estimés à 1 500 000 €, cela correspond à une participation de la région à la hauteur de 500 000 €.

Localisation géographique :

- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM pour la Seine-Saint-Denis	1 500 000,00	100,00%
Total	1 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	500 000,00	33,33%
Subvention IDFM (sollicitée)	500 000,00	33,33%
CD93 (fonds propres)	500 000,00	33,33%
Total	1 500 000,00	100,00%

**DOSSIER N° 23007818 - PARTICIPATION DE LA REGION AU FONCTIONNEMENT DU RESEAU PAM
ILE-DE-FRANCE REGIONALISE**

Dispositif : Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite - PAM régionalisé (Fct) (n° 00001313)

Délibération Cadre : CP2023-063 du 29/03/2023

Imputation budgétaire : 938-828-657363-182017-200

Action : 18201702- Transports spécialisés en faveur des personnes handicapées

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite - PAM régionalisé (Fct)	6 600 660,00 € TTC	33,33 %	2 200 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ILE-DE-FRANCE MOBILITES

Adresse administrative : 39 BIS - 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local

Représentant : Monsieur Laurent PROBST, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France régionalisé couvrent les courses effectuées durant l'année civile.

Description :

Après plusieurs années de délégation de compétence aux Départements, Île-de-France Mobilités a approuvé lors de son conseil d'administration du 11 octobre 2021 la reprise progressive de la compétence PAM, le nouveau règlement prévoyant la régionalisation progressive du service PAM ainsi que la mise en œuvre d'une centrale de réservation et d'exploitation régionale du service.

La délibération d'Île-de-France Mobilités n°20210211-037 du 11 février 2021 et ce nouveau cadre régional ambitionnent d'améliorer le service en faveur des usagers avec une baisse du prix du service, une homogénéisation des règles sur le territoire régional, un élargissement d'accès (les personnes âgées classées en perte d'autonomie GIR 3 à 4 seront désormais éligibles), des engagements de qualité de service renforcés notamment en matière de ponctualité et d'information dynamique, une augmentation du nombre de courses (objectif de 1 000 000 de courses en 2025 contre de 727 000 courses en 2019) et une égalité de traitement entre les usagers (suppression de la notion de trajets prioritaires). Ces courses seront en outre réalisées avec un parc de véhicules à 80% électrique.

La régionalisation est opérée selon un calendrier échelonné à partir du 1er avril 2023, au fur et à mesure de l'arrivée à échéance des marchés d'exploitation du service PAM conclus par les Départements franciliens et par la Ville de Paris avec les transporteurs. La régionalisation complète du dispositif PAM devrait être effective en septembre 2025.

Île-de-France Mobilités, la région Île-de-France, les Départements et la Ville de Paris, se mobilisent ensemble pour assurer le financement de ce nouveau dispositif PAM régionalisé.

Conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, l'obligation, pour les grands opérateurs de transports et maîtres d'ouvrage (Département, SNCF, RATP, Île-de-France Mobilités, Ports de Paris, VNF, etc.), d'accueillir des stagiaires fera l'objet d'une convention passée avec chacune des structures et détaillant leurs engagements. Cette manière de procéder découle du nombre important de conventions liant ces tiers avec la Région et permettra de disposer d'une vision d'ensemble.

Détail du calcul de la subvention :

Le service PAM Île-de-France régionalisé est régi par une nouvelle convention de financement entre la Région et Île-de-France Mobilités adoptée en Conseil régional par la délibération n° CP2023-063 du 29 mars 2023. Les subventions attribuées au titre du dispositif PAM Île-de-France régionalisé couvrent l'ensemble des courses effectuées durant l'année civile. Les deux affectations annuelles permettent de couvrir la totalité des besoins de financement de l'année en fonction des prévisions transmises par Ile-de-France Mobilités, maître d'ouvrage du service et des coûts réels du service.

Cette seconde affectation permet de couvrir les coûts du service PAM entre septembre et décembre 2023 à la hauteur de 33,33% comme le prévoit la convention de financement du PAM régionalisé. Les coûts étant estimés à 6 600 660 € sur cette période, la subvention régionale sollicitée par IDFM est de 2 200 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement du réseau PAM Île-de-France	6 600 660,00	100,00%
Total	6 600 660,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (sollicitée)	2 200 000,00	33,33%
IDFM (fonds propres)	2 640 264,00	40,00%
Départements de l'Essonne, du Val-de-Marne et Ville de Paris (sollicitées)	1 430 363,00	21,67%
Usagers	330 033,00	5,00%
Total	6 600 660,00	100,00%

Annexe 2 : Avenant n°1 à la convention de recherche sur les trajets effectués sur la ligne de métro 9

Avenant n°1 à la Convention de recherche
notifiée le 3 avril 2023

**Recherche sur « les trajets effectués
sur la ligne de métro 9, à l'aide d'une
fusion des données existantes et des
données issues des antennes
téléphoniques « indoor » implantées
dans les stations »**

TABLE DES MATIERES

<u>CONTEXTE GENERAL DE L'AVENANT</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT A LA CONVENTION.....</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 2 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4.2 « OBLIGATIONS A LA CHARGE DE LA RATP »</u>	<u>4</u>
<u>ARTICLE 3 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4.3 « OBLIGATIONS A LA CHARGE DE LA REGION »</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 4 – ENTREE EN VIGUEUR ET DATE DE VALIDITE DE L'AVENANT</u>	<u>5</u>
<u>ARTICLE 5 – DISPOSITIONS DIVERSES.....</u>	<u>5</u>

Entre

La REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS (RATP), Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 775 663 438, dont le siège est 54, Quai de la Râpée – 75599 Paris Cedex 12 et représenté par Monsieur Frédéric DUPOUY, en sa qualité de Directeur du Département Etudes générales, Développement et Territoires, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « la **RATP** »,

ET

La région d'Île-de-France, dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, dûment mandatée par les délibérations n° CP 2022-352 du 10 novembre 2022 et CP 2023-317 du 17 novembre 2023,

Ci-après dénommée « la **Région** »

ET

Ile-de-France Mobilités, établissement public administratif, Autorité Organisatrice des Transports en Ile-de-France, no. de SIRET 287 500 078 00020, dont le siège est situé au 39B-41 rue de Châteaudun, 75009 PARIS, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes par délibération n°20211209-297 du Conseil en date du 09 décembre 2021,

Ci-après dénommée « **Ile-de-France Mobilités** »

ET

L'Université Gustave Eiffel, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel expérimental, sous le numéro SIRET 13002612300013, code APE 8542Z, dont le siège est Campus Marne-la-Vallée, 5, Boulevard Descartes, Champs-sur-Marne, 77454 Marne-la-Vallée Cedex 2, agissant en tant que tutelle du laboratoire GRETTIA, et représenté par Monsieur Gilles ROUSSEL, agissant en qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « l'**Université Gustave Eiffel** »

La RATP, la Région, Ile-de-France Mobilités et l'Université Gustave Eiffel étant désignés ci-après, séparément ou collectivement, par la ou les « **Partie(s)** ».

Il est convenu ce qui suit :

Contexte général de l'avenant

La région Île-de-France, Île-de-France Mobilités, la RATP et l'Université Gustave Eiffel (Uge) ont conclu une convention de recherche permettant d'évaluer la pertinence de ces données de mobiles de flux de voyageurs par rapport aux sources existantes à la RATP (données de validation – billettique -, données de pesée), à des fins de mesure et de suivi des flux au sein de cette ligne.

- La région Île-de-France souhaite comme les autres partenaires apporter des compétences techniques relatives au recueil, traitement et analyse des données de la mobilité ; au traitement et analyse des données de téléphonie mobile ; au traitement et analyse des données de pesée sur la ligne de métro 9.
- La RATP devra donc accorder à la région Île-de-France un accès aux données de validation (billettique) en entrée des stations de la ligne de métro 9, et aux données de pesée générées par l'intégralité du matériel roulant équipé sur cette même ligne.

L'objet du présent avenant est d'acter la modification du rôle de la Région en lui permettant d'accéder aux données dans le but de d'évaluer la pertinence de l'usage des données de téléphonie mobile.

Seuls les articles modifiés au sein de la convention initiale sont repris dans le présent avenant, soit les articles suivants :

Article 4.2 (Obligations à la charge de la RATP)

Article 4.3 (Obligations à la charge de la Région)

Article 1 - Objet de l'avenant à la convention

Le présent avenant a pour objet d'acter :

- L'accès accordé par la RATP aux données de validation et de pesée relative à la ligne 9 du métro.
- Le rôle de la Région concernant le traitement, l'analyse des données de mobilité possédées par la RATP.

Article 2 – Modification de l'article 4.2 « Obligations à la charge de la RATP »

L'article 4.2 de la Convention est complété comme suit :

Accorder à la région Île-de-France un accès aux données de validation (billettique) en entrée des stations de la ligne de métro 9, et aux données de pesée générées par l'intégralité du matériel roulant équipé sur cette même ligne.

Article 3 – Modification de l'article 4.3 « Obligations à la charge de la Région »

L'article 4.3 de la Convention est complété comme suit :

Apporter des compétences techniques relatives au recueil, traitement et analyse des données de la mobilité ; au traitement et analyse des données de téléphonie mobile ; au traitement et analyse des données de pesée sur la ligne de métro 9.

Article 4 – Entrée en vigueur et date de validité de l'avenant

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification par la RATP à l'ensemble des parties.

Article 5 – Dispositions diverses

Toutes les clauses de la convention initiale non modifiées et non contraires aux dispositions du présent avenant demeurent inchangées et applicables de plein droit.

EN FOI DE QUOI,

Convention établie en quatre (4) exemplaires originaux dont un (1) pour chaque Partie et notifiée après signature par toutes les Parties le :

Pour la RATP

Frédéric DUPOUY
Directeur de Département

A :

Le :

Signature :

Pour la Région

Valérie PÉCRESSE
Présidente

A :

Le :

Signature :

Pour Ile-de-France Mobilités

Laurent PROBST
Directeur général

A :

Le :

Signature :

Pour l'Université Gustave Eiffel

Gilles ROUSSEL
Président

A :

Le :

Signature :

Annexe 3 : Contrat d'adhésion au service d'accès expert aux données du système d'information des données de validation

<p style="text-align: center;">CONTRAT D'ADHESION AU SERVICE D'ACCES EXPERT AUX DONNEES DU SIDV (SYSTEME D'INFORMATION DES DONNEES DE VALIDATION)</p>

Le présent contrat est établi entre :

D'une part,

Île-de-France Mobilités, Etablissement public à caractère administratif autorité organisatrice des transports publics en Île-de France, dont le siège social est situé au 41 rue de Châteaudun, 75009 Paris, SIRET n°0087 500 078 00020 représentée par Laurent Probst en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité à cet effet par la délibération du conseil n°2016/302 du 13 juillet 2016

Ci-après dénommée « **Île-de-France Mobilités** »,

D'autre part,

La **région Île-de-France**, dont le siège est situé 2, rue Simone Veil – 93400 SAINT-OUEN-SUR-SEINE, représentée par Valérie PECRESSE, Présidente de la région Île-de-France, dûment habilitée à l'effet de la présente par délibération n° CP 2023-317 du 17 novembre 2023

Ci-après dénommée « **La Région** »

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE CE QUI SUIT :

Île-de-France Mobilités est l'Autorité organisatrice des transports et de la mobilité en Ile-de-France.

Depuis quelques années, Île-de-France Mobilités récupère de l'ensemble des exploitants de transport en commun d'Ile de France les données de validation (DV) des titres sur support télébilletique, qui ont été anonymisées, et les consolide en une base de données alimentée quotidiennement. Il a conçu pour ce faire un système décisionnel.

Ces DV recensent des données sur la carte Navigo (titre possédé, zonage de validité, date de validité, numéro de carte anonymisé), ainsi que des données sur la validation (l'heure de la validation, la station, gare ou arrêt de bus, la ligne empruntée, ...). Une série de règles de reconstitution des déplacements est notamment appliquée.

Les données issues de ce système représentent une source d'information extrêmement riche sur la connaissance statistique de l'utilisation des titres de transport et de la fréquentation des réseaux, pouvant donner lieu à une grande diversité d'exploitations et d'analyses allant bien au-delà des seuls besoins opérationnels d'Île-de-France Mobilités. C'est pourquoi Île-de-France Mobilités souhaite favoriser l'accès de ces données à des tiers afin de démocratiser la connaissance de l'usage des transports collectifs en Ile de France et d'encourager le développement d'utilisations et d'analyses de ces données.

CECI ETANT PRECISE, LES PARTIES SONT CONVENUES DE CE QUI SUIT :

Article 1 - Objet

L'objet de cette convention (ci-après « la Licence ») est de définir le « Service d'accès expert » et les conditions de mises à disposition et d'utilisation de ce service par les adhérents.

Article 2 - Définition du Service d'accès expert et des données auxquelles il donne accès

Les entreprises exploitant des services de transport collectif en Ile-de-France transmettent les données résultant de la validation des titres de transport sur support télébillettique à un système d'information décisionnel mis en place et exploité par Île-de-France Mobilités, ci-après dénommé « SIDV ». Conformément à l'autorisation unique n°15 de la CNIL, relative à la gestion des applications billettiques par les exploitants et les autorités organisatrices de transports publics, les données résultant de la validation des titres de transport sur support télébillettique sont une première fois anonymisées par les transporteurs, puis une seconde fois par Île-de-France Mobilités lors de leur réception dans le SIDV. Cette anonymisation se fait par l'application au numéro de carte d'un algorithme cryptographique de hachage public réputé fort et irréversible.

Une donnée de validation comprend des informations sur les circonstances de la validation (nature, jour, heure, lieu – gare/station dans le cas d'un mode ferré, ligne et arrêt dans le cas d'un mode de surface) et sur la carte qui a été validé (titre possédé, zonage de validité, date de validité).

Plusieurs règles de gestion sont intégrées au SIDV afin de reconstituer, à partir des données de validation, des trajets et des déplacements.

Le SIDV comprend des tables de « faits agrégés » consolidant des validations, des trajets ou des déplacements selon la valeur de l'une ou l'autre variable.

Île-de-France Mobilités met à disposition des adhérents un « Service d'accès expert » sur un serveur dédié, accessible à distance via une authentification, où sont dupliquées ces tables de « faits agrégés » des déplacements, totalement anonymisées, les effectifs étant systématiquement exprimés avec arrondi mathématique à 5 près, afin de respecter le secret statistique et d'éviter tout recoupement possible de données.

Ce service permet d'obtenir des extractions de données (volumes de validations, de trajets ou de déplacements) dont le périmètre peut être défini en fonction de diverses variables (lieu, station/gare ou arrêt, mode de transport, date et/ou heure, type de titre de transport utilisé...) afin de réaliser des analyses statistiques de la fréquentation et/ou de la mobilité des usagers des transports en commun.

Les données accessibles et/ou obtenues via le Service d'accès expert sont ci-après désignées par les « Données ».

Article 3 - Propriété intellectuelle

Île-de-France Mobilités est titulaire de droits d'utilisation des outils logiciels IBM permettant de réaliser les extractions de données telles que décrites à l'article 2.

Les Données accessibles via le Service d'accès expert sont des données propriété des transporteurs en contrat avec Île-de-France Mobilités et exploitant des services de transport en Ile-de-France (RATP, SNCF Mobilité, opérateurs privés).

La Région ne pourra ni nantir le Service d'accès expert, ni le sous-licencier, ni le prêter à titre onéreux ou gratuit.

La Région ne pourra utiliser les Données issues du Service d'accès expert que dans les conditions prévues dans la présente Licence.

Par ailleurs, la Région s'engage à informer Île-de-France Mobilités de toute atteinte aux droits de propriété d'Île-de-France Mobilités dont il pourrait avoir connaissance.

Article 4 - Conditions d'utilisation du Service d'accès expert et des Données qui en sont issues

Le « Service d'accès expert » permet un accès à distance aux données définies à l'article 2 via une connexion Internet.

- La Région est autorisée à utiliser le « Service d'accès expert », et les Données qui en sont issues, dans le cadre de sa/ses mission(s) de service public, pour ses besoins propres, : et uniquement afin de réaliser des analyses statistiques de la fréquentation et/ou de la mobilité des usagers des transports en commun en Ile-de-France afin de mieux connaître l'usage des transports collectifs franciliens.
- Pour la durée du contrat telle que prévue à l'article 8 et conformément aux conditions d'utilisation prévues par le présent contrat et le « Guide d'utilisation du service d'accès expert au SIDV » fourni par Île-de-France Mobilités.

La Région s'interdit donc d'utiliser les Données issues du Service d'accès expert à des fins autres que celles mentionnées ci-dessus.

La Région s'engage, s'il diffuse des résultats ou analyses établis à partir de Données obtenues via le Service d'accès expert, à respecter le secret statistique et à faire figurer systématiquement la mention suivante : « Les résultats de cette étude ont été réalisés avec les données issues du Système d'Information des Données de Validations d'Île-de-France Mobilités. Les traitements, analyses et interprétations des résultats sont de la responsabilité exclusive du producteur de l'étude. ».

La Région précise, à l'annexe 2 du présent contrat, le nombre de postes de travail qui, au maximum, pourront avoir accès simultanément au « Service d'accès expert », ce nombre ne pouvant être supérieur à 5.

La Région ayant un effectif supérieur à 100 salariés/agents, elle désignera deux référents.

Dès que possible, la Région fournit également à Île-de-France Mobilités le nom et prénom du ou des utilisateurs identifiés ainsi que les adresses IP du ou des postes de travail depuis lesquels l'accès au portail Web du « Service d'accès expert » sera réalisé.

Île-de-France Mobilités fournit ensuite des couples identifiant nominatif / mot de passe permettant cet accès.

Dans le cas où la Région souhaiterait modifier l'une des conditions d'utilisation de l'accès expert, il devra obtenir l'accord préalable exprès d'Île-de-France Mobilités.

La Région respecte l'intégrité du Service d'accès expert et, sous peine de sanctions, s'engage à ne pas l'altérer ou le dénaturer de quelque manière que ce soit.

La Région s'engage à assurer la sécurité du Service d'accès Expert et à respecter les conditions techniques du Service dans les conditions définies à l'annexe 3.

La Région n'est pas autorisée à céder ou transmettre la Licence, ni à consentir de sous-licences d'utilisation à quelque tiers que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même à titre temporaire et/ou gratuit.

Article 5 - Redevance

L'accès au service expert est accordé à titre gratuit à la Région et ne donne pas lieu à facturation, puisqu'il s'agit d'un organisme public ou partenaire réalisant conjointement avec Île-de-France Mobilités des actions/missions visant une meilleure connaissance de l'usage et des usagers des transports collectifs franciliens.

Article 6 - Désignation et rôle du/des Référent(s)

La Région ayant un effectif supérieur à 100 salariés/agents, elle désignera deux référents.

Le rôle de(s) « Référent(s) » est :

- d'être l'/les interlocuteur(s) identifié(s) pour toute communication d'Île-de-France Mobilités avec la Région ;
- d'avoir les compétences nécessaires sur les caractéristiques du SIDV et des données qui en sont issues, ainsi que sur l'utilisation du « Service d'accès expert », pour garantir la possibilité d'un usage perspicace et raisonné du service par la Région ;
- d'accompagner les salariés/agents de la Région qui utilisent le Service d'accès expert, après qu'ils aient consulté le « Guide d'utilisation du service d'accès expert au SIDV » fourni par Île-de-France Mobilités relatif aux données issues du SIDV.

Le/les Référénts doivent effectuer la formation d'initiation au SIDV et à l'utilisation du « Service d'Accès expert SIDV » dans les délais précisés ci-dessous.

Trois (3) mois maximum après la notification de la présente Licence, la Région informera Île-de-France Mobilités de son/ses référent(s) en lui adressant, par lettre recommandée avec accusé de réception, une copie de l'annexe 1 dûment remplie.

Le(s) Référént(s) effectue(nt) la formation d'initiation au SIDV et à l'utilisation du « Service d'Accès expert SIDV », 3 mois maximum après la notification de la présente Licence. La date de réalisation de la formation sera renseignée dans la copie de l'annexe 1 adressée à Île-de-France Mobilités.

Si la Région souhaite changer l'identité du(es) Référént(s), il s'engage à en informer par courrier/ courriel Île-de-France Mobilités 15 jours avant l'effectivité de ce changement.

1 mois maximum après l'effectivité de ce changement, la Région adressera à Île-de-France Mobilités une copie de l'annexe 1 mise à jour. Le nouveau Référént effectuera la formation d'initiation au SIDV et à l'utilisation du « Service d'Accès expert SIDV », 3 mois maximum après l'effectivité de ce changement.

Île-de-France Mobilités fournit à la Région un manuel sur les données issues du SIDV et l'utilisation du Service, le « Guide d'utilisation du service d'accès expert au SIDV ».

Les agents/salariés de la Région autre que le/les référent(s) qui utiliseront le Service d'accès expert doivent :

- au préalable, consulter le guide fourni par Île-de-France Mobilités relatif aux données issues du SIDV et à l'utilisation du « Service d'accès expert »,
- bénéficier d'un accompagnement initial par un « Référént »,
- pouvoir, à leur demande, bénéficier du support d'un « Référént »,
- respecter les conditions d'utilisation du Service d'accès expert, telles que prévues dans la présente Licence.

Article 7 – Support technique

En heure ouvrées, la Région pourra contacter Île-de-France Mobilités par courriel en utilisant l'adresse générique suivante : acces-expert-sidv@iledefrance-mobilites.fr

- 1) En cas de problème technique, il faut préciser les informations suivantes dans le corps du message :

Object : Île-de-France Mobilités \ Accès expert SIDV- Incident

Contenu :

CLIENT :

Description de l'incident :

- 2) Dans les autres cas, il faut préciser les informations suivantes dans le corps du message :

Objet : la question suivie par « Île-de-France Mobilités \ Accès expert SIDV –autre

Article 8 – Responsabilités - Garanties

Île-de-France Mobilités s'engage à mettre en œuvre les moyens adaptés pour fournir le Service d'accès expert selon les modalités convenues dans la présente Licence et en assume la responsabilité vis-à-vis de la Région.

En aucun cas, la responsabilité d'Île-de-France Mobilités ne pourra être engagée au titre d'un dommage indirect ou imprévisible pouvant résulter de l'utilisation de l'Accès expert par la Région. Île-de-France Mobilités ne pourra également être tenu responsable d'un niveau de disponibilité dégradé du fait d'une mauvaise utilisation ou de requêtes mal formulées.

En cas de dysfonctionnement observé sur le Service d'accès expert, Île-de-France Mobilités fera ses meilleurs efforts pour rétablir le service, ainsi qu'à tenir informé le plus régulièrement possible la Région de l'évolution de la situation.

Île-de-France Mobilités peut opérer des opérations de maintenance corrective qui permettent de maintenir la fourniture du Service d'accès expert pendant toute la durée du contrat. Île-de-France Mobilités s'engage à informer, chaque fois que possible, la Région sur ces opérations de maintenance planifiées.

Île-de-France Mobilités pourra fermer exceptionnellement l'accès à son Service d'accès expert afin d'assurer la maintenance du matériel et/ou des logiciels et des infrastructures. Dans la mesure du possible, toute interruption ne devrait pas être supérieure à 2 heures et devraient avoir lieu entre 19 heures et 9 heures du matin.

La Région s'engage à utiliser le Service d'accès expert dans les conditions prévues par la présente Licence et ses annexes.

La Région diffuse les Données accessibles ou obtenues via le Service d'accès expert d'Île-de-France Mobilités sous sa seule et exclusive responsabilité et à ses risques et périls, sans que d'aucune manière Île-de-France Mobilités ne soit responsable vis-à-vis des tiers de cette utilisation.

Île-de-France Mobilités ne garantit pas l'adéquation du Service d'accès expert et des Données aux besoins propres de la Région.

La Région a été informée que les erreurs, inexactitudes ou omissions ne peuvent être totalement exclues, et Île-de-France Mobilités ne saurait en être tenu responsable, notamment lorsque ces erreurs, inexactitudes ou omissions résultent de ceux qui lui transmettent les Données.

La Région prendra toute mesure appropriée pour minimiser les conséquences dommageables générées par l'utilisation du Service d'accès expert.

Article 8 – Traitement de données à caractère personnel

Dans le cadre de la réalisation de la présente convention, les Parties peuvent accéder et traiter des données à caractère personnel (ci-après « Données Personnelles »). A ce titre, les Parties s'engagent à traiter ces Données Personnelles conformément aux dispositions des Lois de Protection des Données personnelles.

Les Parties s'engagent à respecter, en leur qualité de Responsable de traitement, toutes les obligations résultant des dispositions de : i) la directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 Octobre 1995 et la directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 Juillet 2002 (et de toutes modifications qui pourraient y être apportées), (ii) le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données à compter de sa date d'application (ii) toute législation ayant pour objet de transposer ces directives ou prise en application de ce Règlement, (iii) toute législation ou réglementation relative à la protection des données applicable pendant la durée du Consortium, (ci-après «Lois de Protection des Données Personnelles»).

Chaque Partie comprend et reconnaît que les Données Personnelles constituent des informations confidentielles et veille à ce titre à ce que les personnes autorisées à traiter les Données Personnelles s'engagent à respecter la confidentialité.

La CNIL est l'autorité de contrôle compétente s'agissant des traitements des Données Personnelles dans les conditions prévues par la Loi de Protection de Données Personnelles. Cette autorité est appelée *Autorité chef de file*.

Article 9 - Entrée en vigueur et durée du contrat d'adhésion

La Licence est conclue pour une durée d'un an, à compter de sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par Île-de-France Mobilités à la Région. Si la Région souhaite continuer à bénéficier de l'accès expert à l'expiration de cette période, il devra en faire la demande préalable et écrite à Île-de-France Mobilités au moins 60 jours avant l'expiration de la durée contractuelle, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, les Parties se rencontreront afin d'envisager ensemble les modalités de conclusion d'un nouveau contrat.

A l'expiration du contrat pour quelque cause que ce soit (arrivée du terme ou résiliation), la Région devra cesser d'utiliser l'accès expert dans un délai de 15 jours.

Dans le cas où Île-de-France Mobilités déciderait de ne pas renouveler le contrat, aucun droit à réparation ne serait dû à la Région.

Article 10 - Résiliation

En cas de manquement de l'une des Parties à l'une quelconque de ses obligations au titre de la Licence, l'autre Partie sera autorisée, 15 jours après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, ou immédiatement en cas de manquement non réparable, à résilier la Licence de plein droit, sans formalités judiciaires, sans qu'aucune indemnité ne soit due à l'autre Partie, par simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Par ailleurs, la Licence sera automatiquement résiliée en cas de mise en redressement judiciaire de la Région, à moins que l'administrateur judiciaire ne décide de la poursuite de la Licence.

D'un commun accord, les Parties peuvent, en outre, résilier la présente Licence par avenant.

Quelle qu'en soit la raison, dans le mois suivant la date effective de résiliation, la licence fera l'objet d'une facturation au titre de l'année contractuelle encourue dans les conditions de l'annexe 2.

Article 11 - Assurance

Pour se prémunir contre les risques découlant des obligations mises à sa charge en application de la Licence, la Région s'engage à souscrire une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et dès la signature de la Licence, il s'engage à fournir à Île-de-France Mobilités, sur simple demande de ce dernier, une attestation d'assurance précisant les capitaux garantis.

Île-de-France Mobilités a souscrit une police d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, afin de couvrir sa responsabilité civile, notamment au titre des obligations de la présente convention. Sur demande de la Région, Île-de-France Mobilités s'engage à lui fournir une attestation d'assurance.

Article 12 - Confidentialité

Chaque Partie reconnaît que l'exécution de la Licence peut l'amener à prendre connaissance d'informations propres à l'autre partie. Chaque Partie prend donc l'engagement et se porte fort pour son personnel du respect de l'obligation de ne communiquer à quiconque, soit directement, soit indirectement, les renseignements, informations ou documents, identifiés comme confidentiels, recueillis à l'occasion de l'exécution de la Licence ou à l'occasion d'échanges ou de visites précédant la conclusion de la Licence.

La présente obligation de confidentialité survivra pendant une durée de 5 ans à compter de l'expiration de la Licence. En outre, dès l'échéance ou la résiliation de la Licence, chaque Partie devra soit restituer à l'autre Partie l'ensemble des documents communiqués, soit assurer l'autre Partie de la destruction de ces informations.

Article 13 - Divers

Aucune renonciation de l'une ou l'autre des Parties à se prévaloir de l'un quelconque de ses droits conformément aux termes de la Licence ne saurait intervenir tacitement. Pour être opposable à une Partie, une renonciation doit avoir été formulée par écrit. Une telle renonciation ne saurait constituer une renonciation pour l'avenir auxdits droits.

Dans le cas où l'une des clauses de la Licence serait déclarée nulle, non écrite, inopposable ou sans objet, cette clause sera réputée non écrite et ne pourra affecter la validité ou la poursuite de la Licence dans son ensemble, à moins qu'il ne s'agisse d'une clause qui revêtait un caractère déterminant pour l'une des Parties à la date de signature de la Licence. Dans ce cas, les Parties devront négocier de bonne foi en vue de substituer à cette clause, une clause valable reflétant leur intention initiale.

Article 14 - Loi applicable - Litiges

La Licence est soumise au droit français.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont tranchés par les tribunaux compétents de Paris.

En deux exemplaires originaux

Île-de-France Mobilités Représentée par Laurent PROBST, En qualité de Directeur Général Date de signature :	La Région Représentée par Valérie PECRESSE Présidente Date de signature :
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

ANNEXE 1 : Caractéristiques propres à l'Adhérent pour l'utilisation du service d'accès expert au SIDV

Contenu à compléter par l'Adhérent.

Statut de l'Adhérent :

- ☐ Personne physique (1 Référent)
- ☐ Personne morale ayant un effectif inférieur ou égal à 100 (1 Référent)
- ☐ Personne morale ayant un effectif supérieur à 100 (2 Référents)

Identité, coordonnées et formation du/des Référent(s).

Référent 1

Prénom et nom :

Date de désignation comme Référent :

Fonction (si l'Adhérent est une personne morale) ;

Téléphone professionnel fixe :

Ou Téléphone mobile professionnel :

Adresse courriel :

Référent 2

Prénom et nom :

Date de désignation comme Référent :

Fonction (si l'Adhérent est une personne morale) ;

Téléphone professionnel fixe :

Ou Téléphone mobile professionnel :

Adresse courriel :

Adresse IP des postes de travail de l'adhérent (IP public ou plage d'IP public) :

Capacité en termes de nombre de connexions simultanées :

Si l'Adhérent est une personne physique, il est son « Référent » : 1 accès

Si l'Adhérent est une personne morale :

- avec un effectif inférieur ou égal 100 salariés/agents, il désignera un référent : 2 accès
- avec un effectif supérieur à 100 salariés/agents, il désignera deux référents : 5 accès

L'Adhérent certifie que le(s) Référent(s), listé(s) ci-dessus, a (ont) effectué(s) la formation d'initiation au SIDV et à l'utilisation du « Service d'Accès expert SIDV » dans les délais tels que prévus dans le contrat d'adhésion au service d'accès expert aux données du SIDV signé le

La(es) date(s) à laquelle/auxquelles le(s) Référent(s) a (ont) suivi la formation d'initiation au SIDV et à l'utilisation du service d'accès expert, est(sont) la(es) suivante(s) :

- Référent 1 :
- Référent 2 :

Fait à

le

Signature de l'Adhérent

<https://acces-sidv.iledefrance-mobilites.fr/ibmcognos/bi/>

Annexe 4 : Avenant à la convention Tarification Solidarité Transports (TST)

***Avenant n°4 à la convention relative au financement de l'aide aux déplacements des personnes aux situations financières les plus modestes en Ile-de-France
pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023***

ENTRE

- La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine SIRET n° 237 500 079 00312, représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-317 du 17 novembre 2023,

Désignée ci-après « **la Région** »,
d'une part,

ET

- Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif dont le siège social est situé au 39/41 rue de Châteaudun 75009 PARIS SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Désignée ci-après « **Île-de-France Mobilités** »,

d'autre part,

- VU le code des transports ;
- VU la délibération n° CR 66-06 du 30 juin 2006 du conseil régional d'Île-de-France, la délibération n° CP 06-650 du 6 juillet 2006 de la commission permanente, la délibération n° CR 43-09 du 6 mai 2009 relatives à l'aide au financement des déplacements des personnes les plus modestes en Île-de-France ;
- VU la délibération du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2007-0053 du 14 février 2007 relative à la création du titre gratuit relatif à la Carte Solidarité Transport ;
- VU la délibération du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2009/400 du 8 avril 2009 relative à la modification des conditions d'octroi du forfait Gratuité Transport pour tenir compte de la loi relative au RSA ;
- VU la délibération du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2011/622 du 6 juillet 2011 relative à la gratuité des transports accordée aux jeunes, stagiaires de la formation professionnelle continue, engagés dans l'un des dispositifs du Service public régional de formation et d'insertion professionnelle ;
- VU la délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 du conseil régional d'Île-de-France, relative aux aides régionales au financement des déplacements en transport en commun ;
- VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 du conseil régional d'Île-de-France, relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant "toutes zones » ;
- VU la délibération du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2016-024 du 17 février 2016 relative à la modification de la Tarification Solidarité Transport ;
- VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 du conseil régional d'Île-de-France relative à la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, Imagine R) ;
- VU la délibération du Syndicat des Transports d'Île-de-France n°2019/476 du 12 décembre 2019 relative à la régularisation techniques tarifaires ;
- VU la délibération d'Ile-de-France mobilités n°2020-188 du 10 juin 2020 relative à la modification des dispositions relatives à la Tarification Solidarité Transport ;
- VU la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 du conseil régional d'Île-de-France relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités et management de la mobilité ;
- VU la délibération n° CP 2021-001 du 21 janvier 2021 relative aux participations en faveur d'IDFM pour 2021 : contribution obligatoire, financement Imagine R, tarification sociale, transport de personnes en situation de handicap ;
- VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
- VU la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative aux participations au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R ;
- VU la délibération n° CP 2022-369 du 10 novembre 2022 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023 ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Dans l'attente des suites qui seront données à de futurs échanges entre Île-de-France Mobilités et la Région, il convient de prendre les dispositions nécessaires pour permettre de proroger le dispositif prévu au titre de la convention en cours pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de prolonger pour l'année 2024, les modalités de la convention relative au financement de l'aide aux déplacements des personnes aux situations financières les plus modestes en Île-de-France pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 modifiée par la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 du conseil régional d'Île-de-France relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités et management de la mobilité, par la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R et par la délibération n° CP 2022-369 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023. Cette convention est ci-après désignée « **la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3** ».

Par conséquent, le présent avenant n°4 modifie le titre ainsi que les articles 1^{er}, 4 et 5 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3.

Article 2. Modification du titre, du préambule et des articles de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3

2.1. Modification du titre

Le titre de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est ainsi modifié :

Convention relative au financement de l'aide aux déplacements des personnes aux situations financières les plus modestes en Ile-de-France

Pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024

2.2. Modification du préambule

Le préambule est ainsi modifié :

« La tarification Solidarité Transport inclut la gratuité Solidarité Transport et la réduction Solidarité Transport (réduction de 50% à 75%).

Les conditions d'éligibilité aux dispositifs « Solidarité Gratuité » et « réductions 50% à 75% » sont définies par Île-de-France Mobilités et sont détaillées sur le site solidaritetransport.fr.

La contribution financière apportée par la Région vise à couvrir les coûts supplémentaires découlant des mesures du dispositif qui vont au-delà des principes définis par la loi SRU du 13/12/2000 (réduction de 75 % et gratuité), ainsi qu'une partie des coûts de gestion. »

2.3. Modification de l'article 1^{er}

Le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention fixe les conditions et modalités selon lesquelles la Région participe au financement de la Tarification Solidarité Transport décidée par Île-de-France Mobilités pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024. »

2.4. Modification de l'article 4

Le dernier alinéa de l'article 4 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une évaluation de la mesure depuis le début de la mise en œuvre de la convention sera réalisée avant le 1^{er} juillet 2024 en vue de définir les bases de la convention pour la période suivante. »

2.5. Modification de l'article 5

L'article 5 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention entre en vigueur, après sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle est conclue pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024.

Elle s'achève au plus tard le 31/12/2024. »

Article 3. Clauses non modifiées

Toutes les clauses de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3, non modifiées par le présent avenant n°4 et non contraires aux stipulations de ce dernier, restent applicables de plein droit jusqu'au terme de ladite Convention.

Article 4. Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant n°4 entre en vigueur à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à la Région Ile-de-France.

Il prend effet au 1^{er} janvier 2024.

Fait à SAINT-OUEN-SUR-SEINE,
en deux exemplaires originaux.

Notifié le :

Pour Île-de-France Mobilités,
le Directeur Général

La Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

Laurent PROBST

Valérie PÉCRESSE

Annexe 5 : Avenant à la convention Imagine R (IR)

***Avenant n°4 à la convention relative au financement des abonnements annuels aux transports collectifs,
destinés aux jeunes, appelés « Imagine R »
pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023***

(Campagnes scolaires 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022 et 2022-2023)

ENTRE

- La région Île-de-France, sise au 2, rue Simone Veil 93400 Saint-Ouen-sur-Seine SIRET n° 237 500 079 00312, et représentée par Madame Valérie PÉCRESSE, Présidente, dûment habilitée par délibération n° CP 2023-317 du 17 novembre 2023,

Désignée ci-après « **la Région** »,

d'une part,

ET

- Île-de-France Mobilités, établissement public à caractère administratif dont le siège social est situé au 39-41 rue de Châteaudun-75009 PARIS SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST, en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2016/302 en date du 13 juillet 2016,

Désignée ci-après « **Île-de-France Mobilités** »,

d'autre part,

- VU le code des transports,
- VU la décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports Parisiens en date du 18 juin 1998 créant la carte d'abonnement annuel destinée aux collégiens, lycéens, apprentis en formation par alternance et étudiants, dite Imagine R et incluant le dézonage week-end et jours fériés,
- VU la décision du Conseil d'Administration du Syndicat des Transports Parisiens en date du 20 juin 2000 portant extension du dézonage des cartes Imagine R aux petites vacances scolaires,
- VU la décision n°7989 du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 18 juin 2004 portant extension du dézonage de la carte Imagine R pour la période du 1^{er} juillet au 31 août,
- VU la décision n°2009-404 du Syndicat des Transports d'Île-de-France en date du 8 avril 2009 relative aux conditions d'attribution des cartes Imagine R scolaire et Imagine R étudiant ;
- VU la délibération n° CR 63-14 du 21 novembre 2014 du conseil régional d'Ile-de-France, relative aux aides régionales au financement des déplacements en transport en commun ;
- VU la délibération n° CR 57-15 du 18 juin 2015 du conseil régional d'Île-de-France relative à la participation régionale au financement du tarif unique des forfaits Navigo, Navigo Solidarité et Imagine R Etudiant « toutes zones » ;
- VU la délibération n° CR 2017-08 du 25 janvier 2017 du conseil régional d'Île-de-France relative à l'ajustement du montant de la subvention régionale relative au financement du titre de transport des jeunes suite à la suppression des zones tarifaires ;
- VU la délibération n° CP 2018-007 du 24 janvier 2018 du conseil régional d'Île-de-France relative à la participation aux transports publics franciliens, première affectation pour 2018 (contribution obligatoire, tarification sociale, Imagine R) ;
- VU la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 du conseil régional d'Île-de-France relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités et management de la mobilité ;
- VU la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative aux participations au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R ;
- VU la délibération n° CP 2022-369 du 10 novembre 2022 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023 ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIV

PREAMBULE

Île-de-France Mobilités a créé en juin 1998 les abonnements annuels appelés Imagine R Scolaire et Imagine R Etudiant destinés aux jeunes Franciliens de moins de 26 ans scolarisés. Les conditions générales d'abonnement sont sous la responsabilité d'Île-de-France Mobilités.

La vocation des abonnements Imagine R, grâce à un titre de transport peu coûteux et d'usage simple, est d'inciter les jeunes voyageurs à utiliser régulièrement les transports collectifs aussi bien pour leurs déplacements obligés résidence - lieu de formation que pour leurs déplacements de loisirs.

Dans l'attente des suites qui seront données à l'issue de futurs échanges entre Île-de-France Mobilités et la Région, il convient de prendre les dispositions nécessaires pour permettre de proroger le dispositif prévu au titre de la convention en cours pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023.

Article 1. Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de prolonger pour l'année 2024, les modalités de la convention relative au financement des abonnements annuels aux transports collectifs, destinés aux jeunes, appelés « Imagine R » pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 (Campagnes scolaires 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023), modifiée par la délibération n° CP 2020-335 du 23 septembre 2020 du conseil régional d'Île-de-France relative aux subventions régionales pour Île-de-France Mobilités et management de la mobilité, par la délibération n° CP 2021-240 du 19 novembre 2021 relative au financement du PAM, de la tarification sociale et d'Imagine R et par la délibération n° CP 2022-369 relative au financement régional de la tarification sociale et d'Imagine R pour 2023. Cette convention est ci-après désignée « **la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3** ».

Par conséquent, le présent avenant n°4 modifie le titre ainsi que les articles 1^{er}, 4 et 5 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3.

Article 2. Modification du titre et des articles de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3

2.1. Modification du titre

Le titre de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est ainsi modifié :

Convention relative au financement des abonnements annuels aux transports collectifs destinés aux jeunes appelés « Imagine R » pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024

(Campagnes scolaires 2017-2018, 2018-2019 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024)

2.2. Modification de l'article 1^{er}

Le premier paragraphe de l'article 1^{er} de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention fixe les conditions et modalités selon lesquelles la Région participe au financement du dispositif Imagine R pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 (correspondant respectivement aux années scolaires 2017-2018, 2018-2019, 2019-2020, 2020-2021, 2021-2022, 2022-2023 et 2023-2024). »

2.3. Modification de l'article 4

Le dernier alinéa de l'article 4 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Une évaluation de la mesure depuis le début de la mise en œuvre de la convention sera réalisée avant le 1^{er} juillet 2024 en vue de définir les bases de la convention pour la période suivante. »

2.4. Modification de l'article 5

L'article 5 de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La présente convention entre en vigueur, après sa date de signature par l'ensemble des parties, à compter du 1^{er} janvier 2018. Elle est conclue pour les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024.

Elle s'achève au plus tard le 31/12/2024. »

Article 3. Clauses non modifiées

Toutes les clauses de la Convention initiale modifiée par les avenants n°1, n°2 et n°3 non modifiées par le présent avenant n°4 et non contraires aux stipulations de ce dernier, restent applicables de plein droit jusqu'au terme de ladite convention.

Article 4. Entrée en vigueur de l'avenant.

Le présent avenant n°4 entre en vigueur à compter de sa notification par Ile-de-France Mobilités à la région Ile-de-France.

Il prend effet à compter du 1^{er} janvier 2024.

Fait à SAINT-OUEN-SUR-SEINE,

en deux exemplaires originaux.

Notifié le :

Pour Île-de-France Mobilités,

Le Directeur général

La Présidente du conseil régional

d'Île-de-France

Laurent PROBST

Valérie PÉCRESSE